

# **SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19**

*Données pour le département : "Oise"*



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



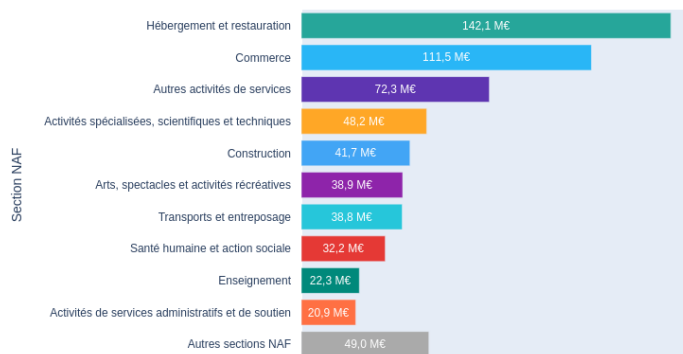
Montant total : 11 565 373 901 euros

Nombre d'aides : 6 237 968

Nombre d'entreprises : 1 887 386

## Niveau Régional : Hauts-de-France

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



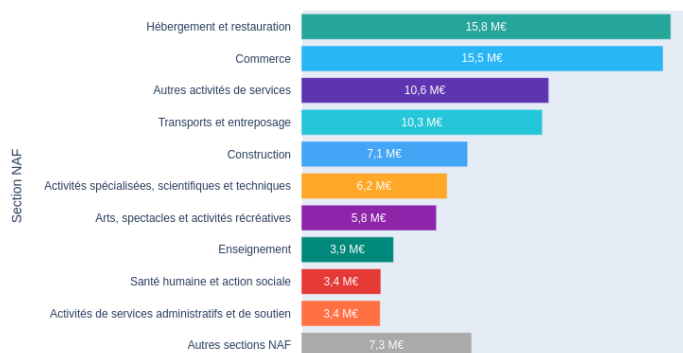
Montant total : 617 807 185 euros

Nombre d'aides : 338 468

Nombre d'entreprises : 106 831

## Niveau Départemental : Oise

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 89 415 967 euros

Nombre d'aides : 49 021

Nombre d'entreprises : 15 315



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.  
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.  
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 128 385 561 324 euros

Nombre de prêts : 635 156

## Niveau Régional : Hauts-de-France

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)

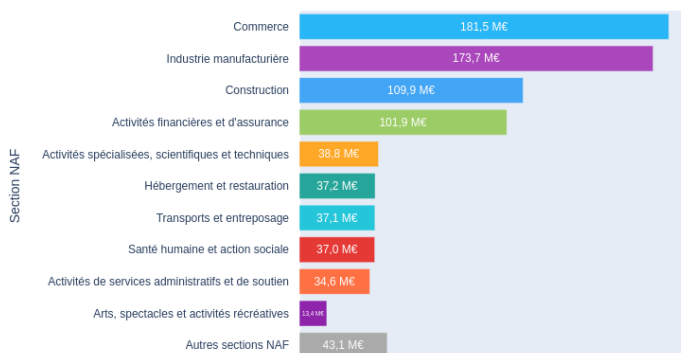


Montant total : 7 679 032 687 euros

Nombre de prêts : 37 859

## Niveau Départemental : Oise

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 808 268 205 euros

Nombre de prêts : 5 180



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 199 614 200 euros

Nombre de reports : 96 694

## Niveau Régional : Hauts-de-France

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 311 522 017 euros

Nombre de reports : 5 704

## Niveau Départemental : Oise

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 20 812 298 euros

Nombre de reports : 613



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

## Niveau Régional : Hauts-de-France

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 62 451 226 euros

Nombre d'aides : 77 625

## Niveau Départemental : Oise

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 9 269 305 euros

Nombre d'aides : 11 390



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

## Niveau National



Nombre de demandes : 189 455

Nombre de salariés : 936 960

Heures demandées : 49 649 310

## Niveau Régional : Hauts-de-France



Nombre de demandes : 12 655

Nombre de salariés : 57 760

Heures demandées : 2 439 485